

Atelier de formation sur les modalités d'exécution
des programmes financés par le PNUD

Renforcement des capacités en matière de formulation, de programmation, d'exécution et de suivi-évaluation des programmes

Les travaux de l'atelier de formation sur les modalités d'exécution nationale des programmes financés par le PNUD, organisé conjointement par le ministère des Affaires Economiques et du Développement et cette organisation onusienne ont débuté mercredi à Nouakchott.

La rencontre, de deux jours, a pour objectif d'approfondir les différents aspects des procédures de l'exécution nationale, en particulier les applications qu'offre le système en place, contribuant ainsi au renforcement des capacités en matière de formulation, de programmation, d'exécution et de suivi-évaluation des programmes.

Ouvrant l'atelier, M. Mohamed Ould Maaouya, secrétaire général du ministère des Affaires Economiques et du Développement a souligné l'importance de cette formation qui intervient après presque deux ans de mise en oeuvre des programmes majeurs que sont le programme d'appui à la mise en oeuvre du programme national de bonne gouvernance et le programme d'appui à la mise en oeuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, et après une année et demie d'application du

logiciel sur le système intégré des ressources du PNUD, à savoir ATLAS.

"La mise en oeuvre de ces programmes a connu une avancée notable dans l'exécution de leurs plans d'action au cours de l'année 2004, avec l'introduction d'un nouvel outil en ligne dont l'objectif est d'améliorer le système financier et comptable des programmes et projets exécutés sous la modalité d'Exécution Nationale NEX, qui devra être internalisée davantage par les entités nationales", précise le secrétaire général.

Ce renforcement, a-t-il ajouté, est au coeur de la problématique de la modernisation de l'administration, conformément aux orientations du Président de la République, Monsieur Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, ajoutant que le gouvernement du Premier Ministre, Maître Sghair Ould M'Bareck suit avec une attention toute particulière l'application de ces directives dont "l'aspect renforcement des capacités de l'administration" constitue un des défis majeurs de notre époque.

Pour sa part, Madame Cécile Molinier, Représentante Résidente

du PNUD, a indiqué dans son discours que cet atelier intervient à quelques mois seulement de la fin de la phase actuelle des deux programmes phares, l'appui au programme National de Bonne Gouvernance (PNBG) et appui au Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et le début d'un processus de formulation de nouveaux programmes de développement.

Il intervient également après plus d'une année de mise en exploitation du système ATLAS et la consécration de la procédure des paiements directs comme unique mode de règlement des dépenses. Elle a ajouté que les insuffisances constatées autour des programmes doivent inciter les intervenants à réfléchir sur le fonctionnement du dispositif institutionnel et en particulier l'implication réelle des équipes des programmes dans la mise en oeuvre des plans de travail.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du commissaire adjoint aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion et du directeur de cabinet du Sénat.